

-1 PLAN DE DISSERTATION: « LA DISTINCTION ENTRE IRRESISTIBILITE ET IMPREVISIBILITE DU CAS DE FORCE MAJEURE »

La question de la possibilité d'exonération du débiteur ou du gardien de sa responsabilité contractuelle ou délictuelle est parfois résolue par la preuve d'un cas de force majeure. Dans une conception traditionnelle, la force majeure était définie comme étant tout événement extérieur, imprévisible et insurmontable empêchant le débiteur d'exécuter son obligation, qu'elle soit de nature contractuelle ou légale. La force majeure se caractérisait donc par trois conditions: l'extériorité, l'imprévisibilité et l'insurmontabilité (ou irrésistibilité) de l'événement.

Le critère d'extériorité n'étant globalement plus obligatoire pour constituer la force majeure, il convient de s'interroger sur les deux termes restants ainsi que sur la « distinction » à opérer entre les deux. L'irrésistibilité correspond au caractère d'un événement contre lequel un individu normalement diligent (appelé aussi « bon père de famille ») ne peut résister: il s'agit d'un événement aux conséquences insurmontables. L'imprévisibilité se définit quant à elle par le caractère de ce qui échappe à la prévision du bon père de famille. Ces deux conditions sont donc appréciées *in abstracto*. Pour ce qui du terme « distinction » il peut être apparenté à une volonté de « différencier » ou de « séparer » deux notions. Ces deux définitions du terme « distinction » ne renvoient pas exactement à la même réalité: alors que la « séparation » peut laisser entendre que les deux choses sont assez peu similaires et qu'elles doivent être distinguées pour leur appliquer un régime propre, la « différenciation » suppose que les deux choses en question sont assez proches et qu'elles sont distinguées pour des raisons de pure commodité ou seulement dans certains cas par exemple.

L'irrésistibilité et l'imprévisibilité renvoient donc apparemment à deux choses distinctes pouvant caractériser la force majeure en matière contractuelle ou délictuelle. Toutefois, quelle est la pertinence et la portée d'une telle distinction ?

A la lumière des définitions données plus haut, il faudra voir que l'ancienne jurisprudence de la Cour de cassation « séparait » généralement l'imprévisibilité de l'irrésistibilité, car seule cette dernière suffisait pour caractériser la force majeure (I). Toutefois, par un arrêt de principe énoncé en 2006, l'irrésistibilité et l'imprévisibilité sont requises pour caractériser la force majeure mais elles sont « différenciées » en fonction d'un certain nombre d'impératifs (II).

I. La séparation opérée par certaines chambres de la Cour de cassation entre imprévisibilité, non requise pour prouver un cas de force majeure, et irrésistibilité, caractère essentiel pour reconnaître l'existence de la force majeure

A. Les justifications de l'admission de la seule irrésistibilité pour qualifier la force majeure

♣ Arrêt précurseur dans ce domaine: Cass., 1^{ère} Civ., 7 mars 1966, qui affirme que « l'irrésistibilité de l'événement est, à elle seule, constitutive de la force majeure lorsque sa prévision ne saurait permettre d'en empêcher les effets ». Cela signifie que l'imprévisibilité du dommage ou de l'inexécution contractuelle n'est pas un critère déterminant, puisque même si un événement est prévu ou prévisible, il est parfois impossible de lutter contre le fait qu'il se réalise. C'est donc le critère d'irrésistibilité qui est le plus pertinent pour évaluer le caractère de force majeure d'un événement.

♣ De plus, en doctrine, certains auteurs estiment que le débiteur d'une obligation doit de toute façon tout faire pour empêcher la réalisation d'un événement pouvant amener à la réalisation d'un dommage ou à une inexécution contractuelle, ce qui revient à vider de son contenu la condition d'imprévisibilité pour caractériser la force majeure.

♣ Enfin, le critère d'imprévisibilité, peut potentiellement être aléatoire et couvrir

toutes sortes d'imprévisions, même mineures, quasiment à l'infini, qui, si elles sont admises par le juge, constitueraient à chaque fois une cause d'exonération pour l'auteur d'un dommage ou le débiteur d'une obligation, empêchant par-là l'indemnisation de la victime ou du créancier. Cela poserait donc un problème réel, d'où le parti-pris des juges de ne considérer que le critère d'irrésistibilité ou d'insurmontabilité pour caractériser réellement la force majeure.

⇒ Toutefois, la jurisprudence jusqu'en 2006 était très loin d'être unanime à ce sujet, ce qui a conduit à une réelle incertitude jurisprudentielle.

B. L'incertitude jurisprudentielle autour de la caractérisation de la force majeure

♣ La Première Chambre civile a unifié sa jurisprudence par un arrêt du 9 mars 1994 dans lequel est affirmé le principe suivant: « l'irrésistibilité de l'événement est, à elle seule, constitutive de la force majeure, lorsque sa prévision ne saurait permettre d'en empêcher les effets, encore faut-il que le débiteur ait pris toutes les mesures requises pour éviter la réalisation de cet événement ». Cette décision est rendue en accord avec une grande partie de la doctrine de l'époque. Cette conception est également partagée par la Chambre commerciale et la Chambre sociale de la Cour de cassation. EX: Cass. Soc. 12 février 2003.

♣ Toutefois, les Deuxième et Troisième Chambres civiles sont d'un avis différent: elles estiment qu'il faut un cumul des deux critères d'imprévisibilité et d'irrésistibilité pour caractériser la force majeure. Elles restent donc dans l'optique traditionnelle selon laquelle ces deux notions sont différentes, mais qu'elles doivent être cumulées pour que la force majeure soit reconnue: il n'y a donc pas, selon ces chambres, de hiérarchie à établir entre ces deux critères. EX: Civ. 2^{ème} 23 janvier 2003.

♣ Cette nette divergence de points de vue a été dénoncée par un rapport de la Cour de cassation en 2006: en effet, il s'agit d'une véritable source d'insécurité juridique pour les justiciables, tant débiteurs que créanciers d'une obligation.

⇒ Par un arrêt d'Assemblée Plénière du 14 avril 2006, est mis un terme à ces hésitations. L'Assemblée Plénière rallie l'opinion des Deuxième et Troisième chambres civiles de la Cour de cassation en exigeant le cumul des critères d'irrésistibilité et d'imprévisibilité pour caractériser la force majeure. Toutefois, il faudra voir le domaine et les fondements d'une telle différenciation entre ces deux conditions opérée par cet arrêt de principe.

II. L'exigence des critères d'irrésistibilité et d'imprévisibilité pour caractériser la force majeure: domaine et fondements de cette différenciation

A. La caractérisation de l'irrésistibilité et de l'imprévisibilité dans les domaines contractuel et délictuel

♣ Les notions d'irrésistibilité et d'imprévisibilité sont différentes dans leur régime d'application aux cas de responsabilité contractuelle ou de responsabilité délictuelle. En effet, l'arrêt de l'Assemblée Plénière évoqué ci-dessus, ainsi que les rapports de la Cour de cassation rendus à la suite de cette décision montrent qu'en matière contractuelle, l'imprévisibilité d'un événement est apprécié au moment de la conclusion du contrat et l'irrésistibilité, au moment de l'exécution de celui-ci. Toutefois, en matière délictuelle, une telle différenciation n'existe pas car les deux critères sont constatés dans leur efficience au moment de la réalisation du dommage.

♣ Cette différenciation entre régime de la responsabilité contractuelle et régime de la responsabilité délictuelle en ce qui concerne les conditions d'exonération de la responsabilité du débiteur ou de l'auteur d'un dommage se justifie par le fait que le contrat, acte juridique, met

souvent plus longtemps à produire des effets sur les parties (sauf pour le cas des contrats instantanés). Toutefois, beaucoup d'incertitudes doctrinales subsistent surtout à propos du régime de la responsabilité contractuelle, dans la mesure où l'appréciation des deux critères est dissociée dans le temps. Par conséquent, les critères d'imprévisibilité et d'irrésistibilité diffèrent légèrement selon que l'on envisage la responsabilité contractuelle ou la responsabilité délictuelle.

⇒ Toutefois, la différenciation opérée en matière délictuelle entre imprévisibilité et irrésistibilité a-t-elle un sens, dans la mesure où ces deux critères sont appréciés au moment de la réalisation du dommage? Pour le savoir, il faut envisager les fondements et les motifs de cette différenciation.

B. Les fondements et les motifs de cette différenciation

♣ Le rapport de la Cour de cassation en 2006 met en évidence qu'en adoptant une telle solution, la France se conforme à ce qui se pratique dans beaucoup de pays étrangers, mais aussi à la jurisprudence de la CJCE. Par exemple, le Tribunal de Première Instance des Communautés européennes estime que « la notion de force majeure doit être entendue dans le sens de circonstances étrangères à celui qui l'invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées malgré toutes les diligences déployées ». (CJCE, 29 septembre 1998, n° C-263/97). Le droit communautaire, notamment des directives européennes, définit également la force majeure avec ces deux composantes, qu'elle dénomme critères de l'anormalité et d'imprévisibilité de l'événement.

♣ De même, l'arrêt de 2006 est assorti de conditions strictes pour apprécier le critère litigieux qu'est celui de l'imprévisibilité: en effet, les juges souhaitent désormais éviter les dérives possibles liées à une conception extensive de cette notion et retiennent donc une optique très stricte, qui permet de favoriser les victimes de façon générale.

Les critères d'irrésistibilité et d'imprévisibilité pour caractériser l'existence d'un cas de force majeure sont différents par leur contenu, leur utilisation et leurs implications. Aujourd'hui, ils sont utilisés cumulativement par la jurisprudence pour conclure ou non à l'existence d'un cas de force majeure. Toutefois, avant l'harmonisation opérée par l'Assemblée plénière en 2006, les deux notions étaient non seulement distinguées par leur contenu, mais aussi par leur régime, puisque le critère d'imprévisibilité avait été mis de côté et était considéré comme un facteur mineur, voire insuffisant, d'exonération d'un responsable ou d'un débiteur. Il s'agit donc de savoir maintenant si l'incertitude concernant le moment d'appréciation de ces deux composantes en matière contractuelle sera levée et que cela permettra de réhabiliter leur coexistence au niveau doctrinal.